

5 avenue de la Palette
95300 Pontoise

Pontoise, le 25 avril 2022

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 07 avril 2022
Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TAKASAGO E.P.L.
ZAC des Béthunes
23 avenue de la Mare
95066 SAINT OUEN L'AUMÔNE

Références : ud95-2022-0306-BM/KB/CP

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07 avril 2022 dans l'établissement TAKASAGO E.P.L. implanté ZAC des Béthunes, 23 avenue de la Mare à SAINT OUEN L'AUMÔNE (95066). L'inspection a été annoncée le 10 mars 2022. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection se tient suite à la transmission par l'exploitant, conformément à l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 juin 2021, d'une étude de dangers mise à jour faisant suite à son classement sous le statut SEVESO seuil bas. Cette visite a permis de visualiser l'installation afin de faciliter et de compléter l'instruction de l'étude de dangers. De plus, le bon état des dispositifs de prévention et de lutte contre l'incendie a été vérifié, conformément aux éléments décrits dans le dossier.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TAKASAGO E.P.L.
- ZAC des Béthunes, 23 avenue de la Mare à SAINT OUEN L'AUMÔNE (95066)
- Code AIOT dans GUN : 0006506033
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- Non

La société TAKASAGO E.P.L. appartient à un groupe japonais qui fabrique des produits pour les secteurs suivants : parfum, arômes, synthèse chimique, chimie fine.

Le groupe dispose de 3 usines en Europe dont une en France.

Le site de SAINT OUEN L'AUMÔNE fabrique des extraits odorants pour le secteur «parfum» et stocke également des produits finis fabriqués dans d'autres usines du groupe en vue de leur revente (rôle d'importateur).

Les installations relèvent du régime de l'autorisation sous le statut SEVESO seuil bas au titre de la rubrique 4510 "dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1" de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Les installations sont soumises au régime de l'autorisation également au titre de la rubrique 1450, et à déclaration pour les rubriques 1434-1, 1436, 4140-2 et 4511.

Le fonctionnement du site est encadré par un arrêté préfectoral d'autorisation, daté du 15 mars 1995, complété par les arrêtés préfectoraux complémentaires du 08 août 2006 et du 26 juin 2013 (RSDE).

L'effectif sur site est composé de 135 salariés, dont 40 salariés environ dans les ateliers de production.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- instruction de l'étude de dangers,
- fonctionnement des dispositifs de prévention et de lutte contre l'incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et, à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle,
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée,
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite,
- la prescription contrôlée ;
à l'issue du contrôle :
- le constat établi par l'inspection des installations classées,
- les observations éventuelles,
- le type de suites proposées (voir ci-dessous),
- le cas échéant, la proposition de suites de l'inspection des installations classées à M. le Préfet ; il peut, par exemple, s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible, en fin d'inspection, de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai court, les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à M. le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Suites de l'inspection du 17 novembre 2020	Lettre de compléments de l'exploitant du 14 décembre 2020	/	Lettre de suite préfectorale

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Transmission étude de dangers et PPAM	AP complémentaire du 07 juin 2021, article 3 et 4	/	Sans objet
Protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010, article 18, 19, 20, 21	/	Sans objet
Etat des dispositifs de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 15 mars 1995, article VIII-1	/	Sans objet
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 15 mars 1995, article VIII-3-4	/	Sans objet
Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 15 mars 1995, article VIII-1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les différents contrôles périodiques de ses équipements de prévention et de lutte contre l'incendie imposés par la réglementation.

Du fait de ses activités, l'exploitant rencontre des difficultés, malgré les investissements récents, à respecter tout au long de l'année les valeurs limites d'émission qui lui sont imposées pour ses rejets industriels dans l'eau.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Suites de l'inspection du 17 novembre 2020

Référence réglementaire : Lettre du 14 décembre 2020, article {Non Renseigné}
Thème(s) : Autre, Suites inspection 17 novembre 2020
<p>Prescription contrôlée : <u>Non-conformité n° 1 (à l'article 4.5 des prescriptions techniques de l'Arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 1995)</u> : des dépassements fréquents de la valeur limite d'émission en hydrocarbures et en DCO ont été détectés.</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en place des mesures afin d'assurer un retour à la conformité de ses rejets, dans un délai de 4 mois.</p> <p><u>Observation n° 1 :</u> l'inspection demande à l'exploitant d'être tenu informée de l'évolution du dossier de mise en conformité de la porte coupe-feu séparant le bâtiment administratif du bâtiment de production.</p> <p><u>Observation n° 2 :</u> il est demandé à l'exploitant de préciser la quantité de liquides en stock relevant de la rubrique 1436 (60 °C<PE<93 °C).</p> <p><u>Observation n° 3 :</u> l'inspection demande à l'exploitant de lui fournir un plan des canalisations d'acheminement des liquides vers les volumes de rétention.</p>
<p>Constats : Suite à la non-conformité n° 1 de l'inspection du 17 novembre 2020 concernant des dépassements fréquents des valeurs limites d'émission en DCO et en hydrocarbures, l'exploitant a transmis à l'inspection un porter à connaissance (PAC) en date du 15 décembre 2020 relatif à la modification de son installation de traitement des eaux industrielles sur site.</p> <p>Ce PAC traite de l'ajout d'un système de bullage en aval du traitement permettant de diminuer la DCO ainsi qu'un système de maîtrise du pH en amont de la station de traitement. Ces travaux ont été réalisés au cours du premier semestre 2021.</p> <p>Suite la réalisation de ces travaux, les résultats d'analyse des eaux industrielles de l'exploitant (septembre et novembre 2021), transmis à l'inspection via l'application GIDAF, sont conformes aux valeurs limites d'émission s'appliquant au site.</p> <p>L'inspection considère donc que la non-conformité n° 1 de l'inspection du 17 novembre 2020 est soldée.</p> <p>Néanmoins, lors de la première campagne de mesure de l'année 2022, réalisée en janvier, les valeurs limites d'émission de l'exploitant ne sont pas respectées concernant les paramètres pH et hydrocarbures. Comme échangé lors de l'inspection, l'exploitant ne comprend pas d'où viennent ces dépassements et transmet l'information au sous-traitant de l'installation de traitement.</p> <p><u>Non-conformité n° 1 :</u> Il est demandé à l'exploitant de respecter l'article 4.5 des prescriptions techniques de l'Arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mars 1995 pour les paramètres pH et hydrocarbures. De plus, il est demandé à l'exploitant de tenir informé l'inspection des échanges avec le sous-traitant de l'installation de traitement, ainsi que des suites données pour régler ces dépassements en pH et hydrocarbures.</p> <p>Concernant l'observation n° 1 de l'inspection du 17 novembre 2020, l'exploitant a transmis, par courriel du 07 décembre 2020, une justification satisfaisante concernant ce point. L'observation n° 1 est donc soldée.</p> <p>Concernant l'observation n° 2 de l'inspection du 17 novembre 2020, l'exploitant a transmis, par courriel du 07 décembre 2020, un tableau récapitulatif concernant son positionnement vis-à-vis des rubriques 4xxx. Il en ressort que l'exploitant se positionne sur une quantité de 160 000 kg pour la rubrique 1436 soumise au régime de la déclaration par bénéfice des droits acquis. L'observation n° 2 est donc soldée.</p>

Concernant l'observation n° 3 de l'inspection du 17 novembre 2020, l'exploitant a transmis, par courriel du 21 avril 2022 une justification satisfaisante concernant ce point. L'observation n° 3 est donc soldée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Nom du point de contrôle : Transmission étude de dangers et PPAM

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/06/2021, article 3 et 4
Thème(s) : Risques accidentels, EDD / PPAM
Prescription contrôlée : Article 3 Politique de prévention des accidents majeurs L'exploitant élabore un document écrit définissant sa politique de prévention des accidents majeurs, conformément aux dispositions prévues par l'article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées. Ce document est transmis à l'inspection dans un délai de 6 mois suivant la signature du présent arrêté. Article 4 Étude de dangers L'exploitant élabore une étude de dangers conforme aux dispositions prévues à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement. Cette étude est transmise à l'inspection dans un délai de 6 mois suivant la signature du présent arrêté. Constats : L'étude de dangers ainsi que la politique de prévention des accidents majeurs ont été transmises à l'inspection par courriel le 12 novembre 2021. Le délai de transmission de 6 mois suivant la signature de l'arrêté préfectoral complémentaire du 07 juin 2021 a été respecté par l'exploitant. L'étude de dangers transmise nécessite d'être complétée. La demande de compléments liée à cette étude de dangers est jointe en annexe du présent rapport.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04 octobre 2010, article 18, 19, 20, 21

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre

Prescription contrôlée :

Article 18

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 512-33 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Article 19

En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un Etat membre de l'Union européenne.

Article 20

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

Article 21

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection l'analyse du risque foudre réalisée le 07 septembre 2021 par la société APAVE. Cette analyse conclut à la non-nécessité de réaliser une étude technique pour ce site. L'exploitant a expliqué que son installation était construite de telle sorte que son bâtiment fait office de cage de Faraday. L'exploitant a indiqué que l'installation est pourvue d'un parafoudre mais n'est pas pourvue d'un paratonnerre.

Au cours de la visite, l'inspection a constaté que le compteur d'impact foudre, localisé dans le local TGBT, n'était pas crédité d'impact foudre.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Etat des dispositifs de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15 mars 1995, article VIII-1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : L'ensemble des dispositifs de lutte contre l'incendie doit être maintenu en bon état de service.
Constats : Désenfumage Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un rapport de vérification du système de désenfumage émis par la société CHUBB en date du 03 août 2021. Ce rapport indique que l'ensemble des éléments vérifiés sont en bon état fonctionnel, à l'exception d'un ouvrant de façade interne situé dans le bâtiment réception magasin (1/6 en tout) dont le verrou est hors-service. Par courriel en date du 13 avril 2022, l'exploitant a transmis un procès-verbal de fin de travaux en date du 04 août 2021 émis par la société CHUBB indiquant que le verrou hors-service a été remplacé. Portes coupe-feu Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection une fiche d'essai compartimentage des portes coupe-feu émis par la société AGENCE VILLENEUVE SERVICES en date du 07 juillet 2021. Ce rapport ne met pas en évidence de dysfonctionnement des portes coupe-feu. Au cours de la visite, l'inspection a constaté le bon fonctionnement des trois portes coupe-feu REI 60 séparant le bâtiment administratif du bâtiment de production. Extincteurs Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un compte-rendu de vérification périodique Q4 des extincteurs émis par la société BOSQUET SAS en date du 22 octobre 2021. Le compte-rendu indique que l'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences de la règle APSAD R4. Extinction automatique à gaz Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection deux rapports de vérification des systèmes d'extinction automatique à gaz émis par la société CHUBB en date du 15 septembre 2021 et du 26 octobre 2021. Ces rapports ne mentionnent pas de dysfonctionnement. Au cours de la visite, l'exploitant a expliqué à l'inspection que ces équipements sont installés pour protéger les serveurs informatiques du site. Détection automatique d'incendie Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un compte-rendu de vérification périodique Q7 du système de détection automatique d'incendie émis par la société DEF en date du 30 novembre 2021. Ce rapport fait état des travaux de corrections apportés suite à la visite du 28 juin 2021. Le rapport de vérification périodique Q7 mis à jour ne fait pas état de dysfonctionnement. Extinction automatique à eau (sprinkleur) Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un compte-rendu de vérification périodique Q1 du système d'extinction automatique à eau (sprinkleur) émis par la société APAVE en date du 03 décembre 2021. Ce rapport met en évidence des non-conformités, notamment une non-conformité avec risque de mise en échec de l'installation.

Par courriel en date du 13 avril 2022, l'exploitant a transmis une attestation de fin de travaux en date du 08 décembre 2021 émis par la société CLF SATREM indiquant que la batterie hors-service a été remplacée. De plus, l'inspection a constaté sur site la présence de sprinklage dans les zones d'entreposage des déchets en extérieur (au Sud et à l'Est du bâtiment magasin).

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15 mars 1995, article VIII-3-4
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : <p>Les installations électriques sont réalisées de façon à résister aux contraintes mécaniques dangereuses et à celles des agents corrosifs, soit par un degré de résistance suffisant, soit par un lieu d'implantation la protégeant de ces risques.</p> <p>Les armoires électriques doivent être équipées de dispositifs d'alarme et d'arrêt d'urgence.</p> <p>L'établissement dispose d'une alimentation électrique de secours permettant de faire fonctionner les dispositifs de sécurité (éclairage, ventilation, ...).</p> <p>Les appareils et masses métalliques (machines, réservoirs, manutention, ...) exposés aux poussières inflammables ou contenant des liquides inflammables doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentiellles.</p> <p>L'installation ainsi que les prises de terre et les liaisons équipotentiellles sont périodiquement contrôlées par un organisme compétent et maintenues en bon état. La périodicité de ce contrôle ne peut excéder 1 an. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p>
Constats : Avant la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection un compte-rendu de vérification périodique Q18 des installations électriques de l'ensemble de l'établissement émis par la société APAVE en date du 29 janvier 2022. Ce rapport ne fait pas état de non-conformité. <p>L'exploitant a indiqué, lors de la visite, qu'une thermographie des installations électriques était réalisée annuellement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15 mars 1995, article VIII-1
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : Par ailleurs, toutes dispositions sont prises pour la formation du personnel susceptible d'intervenir en cas de sinistre et pour permettre une intervention rapide des équipes de secours.
Constats : Au cours de la visite, l'exploitant a expliqué qu'une journée dédiée à la sécurité était banalisée tous les ans dans l'entreprise afin de permettre la formation (sécurité incendie et thématique spécifique différente tous les ans) de l'ensemble des salariés. Au cours de cette journée, l'activité du site est mise à l'arrêt. L'exploitant a expliqué à l'inspection que cet arrêt de l'activité, afin de permettre la formation du personnel, était issue de directives communes à l'ensemble du groupe TAKASAGO. Cette journée dédiée à la formation a été mise en place suite à l'incendie d'un bâtiment de production du groupe au Japon. Elle est renouvelée chaque date anniversaire de l'incendie précité (au mois d'avril). L'exploitant a indiqué que le dernier exercice d'évacuation incendie a eu lieu en septembre 2021. Un exercice en lien avec les services de secours de la caserne d'ERAGNY SUR OISE est en cours de planification (fumigation des locaux).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

